

[Rubrique: le pays.](#) | Lundi, 7 septembre 2009

Marcha des activistes de l'environnement contre l'usine de pâte à papier implantée à Fray Bentos

## « Que Botnia soit démantelée »

**Les activistes environnementaux de Gualeguaychú, épaulés par les assemblées de Concordia, Colón et Buenos Aires, ont encore exigé à la Cour de La Haie « d'écouter la clameur des populations latino-américaines et de comprendre que nous sommes les victimes de combines peu scrupuleuses ».**

[HTML]Les activistes ont manifesté hier sur le pont San Martín.

Convoquée pour l'après-midi, l'heure de la sieste, l'assemblée environnementale de Gualeguaychú a quand même réuni des milliers de personnes sur le bord du fleuve Uruguay. Selon le calcul des organisateurs, il y avait en tout 50 mille manifestants. Face à l'immense bâtisse blanche, siège de l'usine de pâte à papier de Botnia, les défenseurs de l'environnement ont rassemblé des assemblées locales et voisines pour démontrer que « le temps n'a pas affaibli nos revendications ».

La manifestation a été convoquée quelques jours avant le début, devant la Cour de La Haie, des audiences finales du procès entamé par l'Argentine contre l'Uruguay au motif de la violation hypothétique du Traité du fleuve Uruguay (voir l'article ci-contre). L'assemblée des riverains a persisté dans sa protestation et son rejet de l'installation de l'usine de pâte à papier: elle a demandé que « Botnia soit démantelée » et refusé toute « réparation » qui pourrait éventuellement être proposée, quelle qu'elle soit.

« Nous avons organisé ceci pour appuyer la demande du gouvernement argentin à l'encontre de l'Uruguay », à dit à Página/12 M. José Pouler, un activiste de l'assemblée des riverains. « Mais c'est aussi une manière de faire savoir à la Cour de La Haie que, en dépit du temps écoulé et de la décision à venir, nous avons encore ici une population qui s'oppose à l'usine et qui ne va pas en accorder l'autorisation sociale ».

Les activistes ont commencé leur marche hier à midi, à Arroyo Seco, le site du blocage de la route internationale qui relie l'Argentine avec la ville uruguayenne de Fray Bentos. Les assemblées locales étaient au rendez-vous, ainsi que d'autres venant de Concordia, Colón, Buenos Aires et même de diverses villes d'Uruguay.

Les protestations contre les usines de pâte à papier ont commencé en 2003, suite à l'annonce de l'installation de la société espagnole Ence dans la région. La première marche vers le point a eu lieu le 30 avril 2005, une date désormais emblématique. « C'est en avril qu'on fait les marches les plus importantes, a déclaré José Pouler. Celle-ci, on l'a organisée à la hâte à cause des audiences, mais nous calculons qu'il y avait 50 mille personnes qui sont arrivées à pied, en voiture et même dans des camions ».

Hier dans l'après-midi, les riverains ont lu une déclaration qui contenait leurs revendications les plus importantes. Ils ont dit que, « quelle que soit la décision, nous allons continuer à lutter pour que les industries sales ne viennent pas nous apporter leurs déchets ». Ils ont demandé à la Cour internationale de « ne pas privilégier la rentabilité des multinationales », et que « si elle doit trancher un conflit où nos vies sont concernées, qu'elle écoute la clameur des populations latino-américaines et qu'elle comprenne que nous sommes victimes de combines peu scrupuleuses, voire infâmes, de la Banque Mondiale ».

Liaison de l'article :

<http://www.pagina12.com.ar/imprimir/diario/elpais/subnotas/131309-42297-2009-09-07.html>